LE PLANNING FAMILIAL 38 SOUTIENT LES LUTTES LYCÉENNES ET LES MOBILISATIONS SOCIALES CONTRE LA VIE CHÈRE ET LA DÉFENSE DES LIBERTÉS PUBLIQUES !

Nous luttons depuis plus de 70 ans pour le droit de choisir d'avoir ou non des enfants et de vivre une sexualité épanouie et positive. Ceci est pour nous une pierre angulaire de l'émancipation et l'implication dans la vie sociale, professionnelle et politique de tous et toutes. Notre combat s'inscrit ainsi dans l'histoire multiple des luttes pour la justice sociale, contre les violences systémiques et économiques et pour une société où toutes les personnes ont le nécessaire pour vivre, s'éduquer et construire leur vie en toute dignité, et dans le respect de leur intégrité physique et morale.

C'est pour cela que nous voulons officialiser notre participation à la grève nationale appelée par les syndicats le 5 novembre prochain, ainsi qu'adhérer aux demandes des mouvements sociaux, spécialement le mouvement lycéen, que nous avons vu descendre dans la rue depuis plusieurs semaines. Écoles à budgets différenciés, inégalités économiques, précarisation des travailleuses et travailleurs, refus de dialogue avec la jeunesse et les autres acteurs sociaux, tout cela est contraire à la dignité et la sécurité ! Nous soutenons l'exigence des lycéennes, lycéens, étudiantes et étudiants d'être pris·es au sérieux et d'être entendu·es par le Gouvernement : ignorer la jeunesse et ne pas leur proposer des mesures à la hauteur des demandes est inacceptable.

La répression policière et étatique brutale dont nous avons été témoins s'est intensifiée ces dernières semaines. Elle va à l'encontre de la sécurité des citoyennes et des citoyens et de la liberté d'expression, principes fondamentaux dans une démocratie. Les quartiers populaires ont été des laboratoires d'expérimentation pour les stratégies de contrôle et de répression des populations les plus paupérisées. De nombreux collectifs de victimes et familles endeuillées le dénoncent depuis longtemps.

Nous exigeons l'arrêt de toute forme de répression et notamment l'arrêt immédiat de l'utilisation d'armes mutilantes (LBD, grenades de désencerclement et assourdissantes...) !

Nous suivons également avec intérêt et préoccupation le travail des chercheuses et chercheurs indépendant·es derrière le projet « Lacrymo de Sang », qui étudie le lien possible entre l'exposition aux gaz lacrymogènes et des perturbations des cycles menstruels pouvant aller jusqu'à produire des fausses couches . Nous demandons que des moyens soient alloués pour faciliter les recherches scientifiques sur la question et que l'utilisation de ces gaz soit suspendue pour la sécurité de toutes les personnes en manifestation.

Enfin, l'ingérence du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire est inadmissible (ex : Gérald Darmanin donnant des instructions directes aux parquets). Nous sommes très préoccupé·es par les mesures prises contre les personnes qui participent aux mouvements sociaux : arrestations arbitraires, durcissement des peines, conditions de détentions dégradantes (privation de liberté, violences subies) - y compris pour les mineur·es – suspension temporaire de certains droits

civiques, dont le droit de vote, interdiction de manifestations non organisées par les syndicats, couvre-feux dans de nombreuses villes… Nous considérons cela comme l'expression d'une dérive sécuritaire qui est profondément contraire à nos valeurs. La liberté et le droit de manifester, ainsi que la libre-circulation ne peuvent pas passer après la protection de la propriété privée !

En tant qu'association qui travaille dans le champ de la santé sexuelle et contre les violences sexistes et sexuelles, nous voyons nos budgets baisser, nos conditions de travail empirer, impactant les conditions d'accueil de nos publics, ainsi que des entraves directes à notre action de terrain s'accumuler, particulièrement dans les écoles (comme nous le dénoncions en octobre 2025 dans cette tribune). C'est pourquoi, nous ajoutons notre voix à celle de la jeunesse qui proteste aujourd'hui, pour demander plus de moyens pour l'éducation et la fin d'un système scolaire qui maintient et reproduit les inégalités sociales, entre autres à travers Parcoursup . Nous demandons aussi plus de moyens pour continuer à informer, sensibiliser et travailler avec les jeunes sur les questions relatives à la vie affective, relationnelle et sexuelle et participer ainsi d'un système éducatif qui garantit l'application de la loi Aubry de 2001 pour toutes et tous.

Également, nous demandons plus de moyens financiers et matériels, ainsi que leur pérennisation, pour offrir de meilleures conditions de travail à nos professionnelles, de manière à permettre une meilleure prise en charge de nos publics dans nos centres de santé sexuelle. Nous exigeons une redistribution du budget dédié à l'armement et à la guerre, notamment pour l'éducation et l'accès aux soins.

Pour toutes ces raisons, nous descendrons dans la rue le 5 novembre pour lutter pour un projet de société plus juste et plus égalitaire, dans laquelle nous vivrons toutes et tous dignement.

Le 5 novembre, descendons ensemble dans la rue !